

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 25 NOVEMBRE 2003 N° 305

PRIX 0,60 Euros (4 F)



CE BALLET DIPLOMATIQUE

N'ANNONCERAIT-IL PAS

LA REPRISE DE LA GUERRE ?

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire :
- Le GPP change de
nom après avoir été
dissout
- La barbarie à
l'oeuvre (p. 4)

Page 6
Mali : Quand les rats
de l'Adema reviennent

Page 6
Sénégal : Un opposant
grièvement blessé

Page 8
Mauritanie : Election
présidentielle : une
pure formalité

Page 10
France : Des sacrifi-
ces imposés aux
travailleurs ...

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

COTE D'IVOIRE

**CE BALLET DIPLOMATIQUE
N'ANNONCERAIT-IL PAS
LA REPRISE DE LA GUERRE?**

On ne compte plus le nombre de chefs d'Etat impliqués dans le règlement du conflit ivoirien. Rien que ces derniers jours, des rencontres se sont tenues aussi bien à Accra, à Ouaga, qu'à Dakar. La dernière en date, étant le déplacement de Gbagbo au Gabon pour une rencontre en tête-à-tête avec le ministre français des affaires étrangères. A peine de retour de ce voyage, son entourage annonce déjà ses prochains déplacements dans la sous région pour rencontrer les chefs d'Etat malien et burkinabé. S'ajoute, à tout ce ballet diplomatique, le récent passage en Côte d'Ivoire de l'actuel président de l'Union européenne ainsi que les dernières déclarations, depuis Paris, des présidents français et sud-africain, mais aussi, par ailleurs, du secrétaire général de l'ONU.

S'il est donc clair que quelque chose se prépare, il est bien difficile de savoir quoi précisément. Parce qu'entre ce qui est dit officiellement et ce qui se prépare réellement dans les coulisses des négociations, il y a tout et son contraire.

Il est évident que tous ces gens s'intéressent à la Côte d'Ivoire parce qu'il y a de gros intérêts en jeu. Pas seulement les intérêts des capitalistes - petits et grands - qui ont investi ici et qui souhaitent le retour rapide à la "paix" pour que leurs affaires reprennent, mais aussi tous ceux d'entre eux qui ont investi au Burkina, au Mali ou au Niger. Parce que, finalement, ce sont les intérêts des capitalistes de toute la sous région qui risquent d'être menacés si le conflit traînait en longueur. Il y a aussi les intérêts des "bailleurs de fonds", aussi bien du FMI que des banquiers privés, notamment français. Rien que cette année, le manque à gagner de toutes ces banques auprès de l'Etat ivoirien s'élève déjà à plus de 500 milliards de francs. Celui-ci a remboursé moins de 150 milliards sur le service de

la dette contre près de 750 milliards en 2001. On peut imaginer que le manque à gagner de ces mêmes banques auprès des Etats de la sous région doit être tout aussi proportionnellement important, quand on sait que les économies de ces pays sont tout aussi perturbées que l'est celle de la Côte d'Ivoire.

C'est donc toute cette affaire de gros sous qui est à l'origine de ce remue-ménage diplomatique. Il va sans dire que devant cette réalité comptable des capitalistes, la vie et le sort des populations pauvres vivant ici comptent pour quantité négligeable aussi bien pour le gouvernement ivoirien que pour tous ces capitalistes qui ont des intérêts dans ces pays. Voilà pourquoi, tous, ils souhaitent un règlement définitif et immédiat du conflit ivoirien, quelles qu'en soient les pertes humaines, du moment qu'eux les capitalistes

retrouvent leurs intérêts.

Alors, comment vont-ils contraindre les Gbagbo, les Soro et consorts à s'entendre, ce qu'ils n'ont pas réussi à faire depuis maintenant plus d'un an? Ont-ils, finalement, choisi de donner le feu vert à Gbagbo, du fait que celui-ci est déjà au pouvoir et possède l'avantage de disposer de tous les moyens matériels et militaires de l'Etat pour en finir avec sa rébellion? C'est très probable.

Ce qui est sûr, c'est que le camp gagnant sera celui de l'impérialisme français et autre. Le choix de la valetaille (Gbagbo, Soro ou autre) pour réaliser la sale besogne n'est qu'une préoccupation secondaire pour les grands de ce monde et le monde des affaires. Les intérêts des populations pauvres, ivoiriennes ou pas, ne seront pas représentés et compteront pour des broutilles.

COTE D'IVOIRE

LE GPP CHANGE DE NOM APRES AVOIR ETE DISSOUT

Le ministre de la sécurité Martin Bléou dès sa prise de fonction se faisait féliciter par les dirigeants de l'ONU et ceux des grandes puissances pour avoir pris la résolution de dissoudre les GPP (Groupements des patriotes pour la paix). Peu de temps après, les GPP avaient changé d'appellation. Ils sont devenus "Force Nationale" avec des papiers reconnus par le gouvernement.

Voici ce que disait un membre de cette milice de Gbagbo il y a quelques jours: "Nous continuons de nous entraîner. Nous avons une section dans chaque quartier d'Abidjan. Nous comptons environ 70.000 jeunes prêts pour ramener la paix au pays par la guerre. On raconte que nous ne sommes pas armés. Ce sont des mensonges. Nous avons des armes planquées en lieux

sûrs. Et d'ailleurs, nos chefs sont autorisés à porter des armes. Nous sommes reconnus par le gouvernement. C'est au sein de notre mouvement que l'état recrute les nouveaux soldats. En décembre il y a 2.500 jeunes qui seront recrutés et c'est nous qui fournissons les jeunes déjà formés au combat." A entendre ces paroles on comprend pourquoi Gbagbo tient des discours de guerre; il sait qu'il dispose d'un réservoir intarissable de jeunes désœuvrés des quartiers pauvres prêts à être baptisés "patriotes" ou "Force Nationale" et qu'il conduirait à l'abattoir pour sauver son pouvoir. On les voit périodiquement en train de s'exercer à des parades semi-militaires, sous forme de footing le long des rues pour s'affirmer en même temps que pour impressionner les petites gens dans les quartiers.

Le comble dans cette histoire

c'est que ce nouveau ministre de la police est en même temps... président de la ligue des droits de l'homme.

Ce défenseur des droits humains était resté bien silencieux à

l'époque du charnier de Yopougon. C'est sans doute en remerciement à son attitude complaisante à l'égard des gendarmes à cette époque que la bande à Gbagbo est reconnaissante aujourd'hui envers lui.

COTE D'IVOIRE

TOUS DES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS!

Le RDR a coutume de dénoncer les dirigeants du FPI comme étant des gens xénophobes, racistes, etc. Vrai ou pas? Toujours est-il qu'il n'en est pas moins vrai que Gbagbo, comme Bédié et leurs camps respectifs se sont servis de "l'ivoirité", de l'exclusion et de la haine, comme fond de commerce dans leurs propagandes pour la course au pouvoir. Si le RDR n'a pas usé de ce même genre de propagande, ce n'était que par concours de circonstance. Nullement parce que les dirigeants de ce parti seraient de quelque façon différents de ceux du FPI, du PDCI et consorts. En voici un petit exemple qui illustre que ces gens-là sont tous les mêmes et sont tous pourris.

C'est un haut dirigeant du RDR, M. Soumahoro Amadou, Secrétaire National et membre du Secrétariat Général de ce parti, tout en étant ministre du Commerce dans l'actuel gouvernement, qui nous en donne un petit exemple. Ce monsieur s'est exprimé dans le journal "Le Nouveau Réveil" daté du 05 novembre dernier.

Voici ce qu'il écrit à l'encontre de Mamadou Koulibaly, l'actuel président du parlement:

"Depuis qu'il s'est rendu compte que son nom s'écrit avec un "K" pour bien être différent des autres Coulibaly du pays, nous savions que Mamadou développait un complexe (...) parce qu'il a une nationalité inachevée (les gens comme Koulibaly) veulent se présenter comme les plus grands défenseurs d'une ethnie, d'une race dont ils savent qu'ils ne sont pas des produits purs. Koulibaly et ses compères (sont venus) de leur Mopti natal au Mali avec un baluchon sur la tête".

Il n'est point nécessaire d'aller plus loin dans ce discours pour démontrer à quel point ces gens du RDR ressemblent à leurs semblables du FPI et du PDCI. Aussi bien dans leur propagande raciste et haineuse que dans leur haine des pauvres qu'ils tiennent probablement de leur patron Ouattara, milliardaire de son état!

LA BARBARIE A L'OEUVRE DANS LES "CORRIDORS DE SECURITE"!

Tout voyageur qui entre ou qui sort d'Abidjan traverse obligatoirement ce que le gouvernement appelle les "corridors de sécurité" mais qu'on devrait nommer "corridors de la torture et du racket". Voici un témoignage de ce qui se passe dans ces endroits:

"j'étais dans un gbaka, de retour de Dabou, pour Abidjan. L'un des passagers n'avait pas toutes ses pièces au complet. L'agent demanda à ce dernier d'entrer dans leur guérite. Malgré l'intervention du chauffeur qui est allé demander "pardon", le passager fut déshabillé

et tabassé. Le gbaka a dû partir sans ce malheureux passager. Le chauffeur ayant l'habitude de voir à longueur de journée ce genre de barbarie dans ces corridors nous a dit qu'ils ne le lâcheront pas de sitôt parce que ce dernier n'avait plus d'argent à remettre à ses tortionnaires pour avoir déjà été dépouillé par les nombreux barrages qu'il avait traversé".

Cette scène révoltante a fait délier les langues dans le gbaka. Tout le monde avait une histoire à raconter sur la barbarie et le racket qui s'y pratique. Tout le monde, en fait, est sait que ces "guérites" sont des vraies salles de tortures et c'est aussi à l'intérieur, à l'abri des regards indiscrets, que les apprentis des

camions, cars et gbakas remettent leur droit de passage aux policiers et gendarmes. Une dame racontait qu'elle a été témoin de déshabillage de femmes et enfants, suivi de tabassage en règle pour défaut de pièces. Les plus "chanceux", disait-elle, s'en sortent généralement après un versement de 1.000 Fr. Mais quelle est donc cette société pourrie où le seul fait de ne pas avoir de pièces d'identité est un crime? Tous ces gouvernements, ces présidents et ces ministres qui se succèdent au pouvoir et qui finalement ferment les yeux devant ces pratiques barbares sont aussi des criminels au même titre que leurs auteurs, à la différence que leur paie et leur position sont suffisamment élevés pour qu'ils n'aient pas besoin de se salir directement comme leur subalternes!

COTE D'IVOIRE

TOUT SIMPLEMENT REVOLTANT !

Voilà une vieille dame qui a pour revenu 20.000 Fr de pension qu'elle perçoit tous les mois. Etant trop vieille pour se déplacer chaque mois devant les guichets, on lui demande de faire une procuration auprès de la justice avant de pouvoir déléguer une tierce personne à sa place.

Ainsi, on lui demanda de payer 2.000 francs de timbres au trésor, à remettre à l'administration judiciaire. Logiquement ces 2.000 Fr représentent les frais de justice. Et pourtant, elle n'a pas été quitte pour autant. Le service du juge lui

a à son tour réclamé 15.000 autres francs, sans quoi on refusait de lui délivrer son papier. A quoi correspond ces 15.000 Fr remis sans un quelconque reçu? De plus, la fameuse procuration en question n'était rien d'autre qu'un simple papier tapé à la machine à écrire.

Que ne feront-elles pas, ces "autorités", pour dépouiller les pauvres gens? Sur les 20.000 malheureux francs de cette vieille dame, 15.000 Fr ont été volé par le juge. Et ce sont ensuite ces mêmes salauds qui condamnent à des années de prison de petits larcins.

M A L I**QUAND LES RATS QUI AVAIENT
QUITTE L'ADEMA REVIENNENT**

L'Assemblée nationale malienne est composée de 147 députés regroupés en 83 partis ou blocs politiques de circonstance et purement alimentaire. Aucun de ces partis n'a la majorité absolue au parlement et ATT, l'actuel président, ne craint rien puisqu'il n'a aucune opposition politique. Il a avalé tous les éventuels "opposants" en leur donnant des postes de circonstance dans les ministères ou dans la haute administration. Grosso modo tout le monde y a trouvé son compte depuis les élections législatives de juillet 2002. Ce qui n'empêche pas certains d'entre eux de lorgner dès maintenant vers l' "après ATT". C'est ainsi que la plupart de ceux qui avaient quitté l'Adema, l'ancien parti de l'ex-président Konaré (en même temps la principale formation

politique du Mali) commencent à rejoindre leur parti d'origine pour se "positionner" en vue des prochaines échéances électorales. Bientôt l'Adema ressemblera de nouveau à un marigot rempli de crocodiles prêts à s'entredévorer car la seule chose qui intéresse tous ces politiciens pourris c'est la meilleure place à la mangeoire. Quand les échéances électorales seront plus proches certains d'entre eux se trouveront une âme d' "opposant" et viendront solliciter les suffrages des travailleurs jusqu'ici dans les foyers des travailleurs émigrés. Bien entendu ces démagogues ne doivent mériter aucune confiance des travailleurs conscients, pas plus que ceux qui seraient restés fidèles à ATT. Ils sont tous leurs ennemis.

SENEGAL**UN OPPOSANT GRIEVEMENT BLESSE
PAR DES SBIRES DU REGIME**

Talla Sylla, ex-militant du PDS (Parti actuellement au pouvoir), ancien député et vice-président de l'Assemblée nationale, a été grièvement blessé le 6 octobre dernier, à coups de marteau par des agresseurs à la solde du régime de Wade qui ont réussi à prendre la fuite.

Au sein du PDS, il avait créé un mouvement appelé "Jeunesse pour l'alternance" pour soutenir la candidature de Wade à la présidence. Il battait donc campagne pour l'actuel président dont le thème principal était l' "alternance politique" à la tête de l'Etat. Mais en décembre 2001, double coup de

théâtre : il démissionne avec grand bruit du PDS et de l'Assemblée nationale pour créer son propre parti, Jëf-Jël en déclarant : "J'ai échappé à une logique carriériste, qui voulait que je rentre dans le rang et que j'attende mon tour (...) J'ai refusé de me courber pour des avantages visant à préserver ma carrière politique". Il formule des critiques acerbes à l'endroit de son ancien parti et de ses dirigeants, Wade en particulier. Il demande par exemple la mise sur pied d'une enquête parlementaire pour faire la lumière sur le différend qui opposait l'ancien pouvoir de Diouf au régime actuel sur l'utilisation des recettes de la privatisation de

la SENELEC (société d'énergie électrique). Il s'est indigné des "sommes astronomiques" dépensées lors des fêtes et cérémonies de la Présidence de la République; il aurait aimé que l'Etat se penche un peu plus sur le cas des populations sinistrées par des inondations de Pikine qui, selon lui, constitue une priorité.

Déjà certains de ses anciens camarades du PDS n'ont pas apprécié ses critiques. Mais quand celui qui se dit opposant depuis sa démission s'en prend à Wade en faisant paraître un disque intitulé "Ablaye abal nu" (Wade bouge de-là), ils ont sans doute estimé que c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ils s'en sont donc pris physiquement à lui car parmi les agresseurs il s'est trouvé un certain Lamine Faye, le propre petit-fils Wade et garde du corps. Sa voiture aurait servi dans l'agression de Talla Sylla.

Un procès est en cours. Mais comme on le sait, dans ce genre

d'affaire qui embarrasse la présidence parce que l'entourage y est mêlé, cette procédure se termine souvent en queue de poisson. Dans le meilleur des cas, on saura trouver des boucs émissaires pour payer. Il semble que déjà le procureur, qui a sans doute reçu des consignes de là-haut, fait traîner le dossier, déplorent les avocats de la victime.

A l'appel des partis d'opposition, des milliers de personnes ont manifesté le 6 novembre, à Dakar, des locaux de la télévision nationale au ministère de l'intérieur au cris de "Non à la violence", "Rangez les marteaux" ou encore "Arrêtez les coupables"... Les manifestants ont remis une longue pétition au ministre de l'intérieur en exigeant que des mesures concrètes soient prises pour renforcer la sécurité des citoyens.

Les manifestants ont raison de descendre dans la rue pour dire leur indignation contre ce gouvernement lâche qui envoie ses chiens de garde mordre des opposants.

SENEGAL

WADE DONNE DES LEÇONS AUX AUTRES POUR LE RESPECT DES PROMESSES ELECTORALES

Pour les prochaines élections présidentielles du Sénégal Wade a déclaré qu'il "accepte de se présenter, à la seule condition que personne ne traîne, que tout le monde avance pour réaliser les promesses faites aux Sénégalais". Mais en attendant 2007, qu'a-t-il fait de ses propres promesses de la campagne de 2000 ? Où est le "Sopi" qu'il chantait à tout bout de champ? Où sont les emplois qu'il promettait

aux chômeurs? Où est la lutte contre la corruption qu'il avait promis de mettre sur pied? Sur tous ces points-là nous sommes au Sénégal dans la droite ligne de ce qui se passait sous le règne du PS d'Abdou Diouf après celui de Senghor. Alors avant de donner des leçons aux autres, Wade ferait mieux de dire lesquelles de ses propres promesses il a tenu.

MAURITANIE**ELECTION PRESIDENTIELLE
UNE PURE FORMALITE**

L'élection présidentielle en Mauritanie est terminée depuis le 7 novembre. Comme il fallait s'y attendre le président sortant Maaouiya Ould Taya a été réélu encore une fois. Il est au pouvoir depuis 19 ans et va encore gouverner pendant six ans à moins d'être balayé à son tour par un coup d'Etat. Comme les années précédentes ce sera un régime de dictature et d'oppression.



L'ancien dictateur
Khouna Ould Haïdallah

Pendant la dernière semaine de la campagne électorale, un des candidats, un adversaire d'un poids certain, Mohamed Ould Haïdallah, a été arrêté de même que ses proches partisans. Le pouvoir en place a inventé des faux prétextes pour les emprisonner. Ould Haïdallah est un ancien président qui a été évincé par Ould Taya par un coup d'Etat. En l'arrêtant Ould Taya se débarrasse d'un adversaire sérieux.

Par ailleurs, la petite nouveauté dans ces élections c'est la présence parmi les six candidats de deux nouveaux venus dans le paysage politique national : un descendant d'ancien esclave (

haratine) et une femme.

La candidate, Aïcha Mint Jeddah, est une personne qui a fait partie de la mouvance présidentielle, mais en se présentant à l'élection présidentielle elle a eu le mérite de soulever les conditions de la femme dans ce pays où les traditions islamiques sont très ancrées. En particulier elle disait qu'elle était contre l'excision, contre la répudiation, pour le droit des femmes au divorce. Elle était aussi contre le "gavage" des jeunes filles. En effet la particularité dans ce pays c'est la pratique d'obliger les jeunes filles de 9 à 12 ans à ingurgiter une grande quantité de nourriture plusieurs fois par jour pour les voir " bien en chair " afin d'attirer les prétendants au mariage.

Quant à l'autre candidat qui sort de l'ordinaire c'est Messaoud Ould Boulkheir, c'est en quelque sorte un représentant de Haratines. Ces derniers sont des descendants d'anciens esclaves qui normalement sont libres et ont les mêmes droits que la majorité de la population arabo-berbère. Mais en fait ils sont défavorisés, ce sont des citoyens de seconde zone par le simple fait du poids de la tradition esclavagiste dans ce pays. Bien sûr ils ne sont jamais admis dans la haute sphère de la direction de l'Etat. Rappelons qu'au cours des années 1989 à 1992 les populations noires se sont révoltées et il y a eu plusieurs centaines de victimes parmi elles. Cela avait poussé des dizaines de milliers de personnes à se réfugier dans les pays limitrophes. Certes à l'heure actuelle et ce depuis quelques années il y a un calme relatif sur cette question en Mauritanie. Et Ould Taya a fait quelques ouvertures en admettant des

personnalités comme Ould Boulkheir dans son gouvernement. De toute façon ce dernier n'a aucune chance de bousculer le régime, mais sa candidature doit certainement choquer certains parmi les plus réactionnaires dans les milieux des Arabo-berbères; mais en même temps semer quelques illusions dans la fraction opprimée de la population

noire de ce pays.

Mais dans le fond il n'y a rien de nouveau dans cette élection présidentielle en Mauritanie. Ould Taya est passé haut la main en trafiquant les urnes, en emprisonnant les adversaires dangereux. C'est la dictature qui continue.

T C H A D

DES EXECUTIONS QUI NE REGLENT EN RIEN LE PROBLEME D'INSECURITE

Huit personnes ont été publiquement fusillées le 6 novembre dernier à Ndjaména. Quatre d'entre eux étaient trempées dans l'assassinat d'un riche homme d'affaires soudanais. Il paraît qu'il avait ravi un gros marché au nez et à la barbe de certains dirigeants au pouvoir ou qui lui sont liés.

Selon le régime, c'est pour lutter contre l'insécurité qui prend de l'ampleur dans tout le pays. Récemment le gouvernement d'Idriss Déby avait promis de lutter fermement contre cette insécurité grandissante.

Ces exécutions ne resoudront pas le problème de l'insécurité dans ce pays, et le gouvernement le sait fort bien. Ceux qui sèment la mort dans les quartiers pour dépouiller les victimes font partie des éléments de la garde présidentielle elle même. Ce sont eux et quelques combattants munis de kalachnikov qui, la nuit venue, se transforment en bandits de grand chemin. Il fallait donc commencer par là si l'on veut réellement lutter contre l'insécurité. Or là n'est pas la

volonté de nos gouvernants. Au contraire cette situation d'insécurité les arrange : tenir la population tranquille par la peur.

Depuis plusieurs mois il est imprudent de sortir la nuit à Ndjaména. La plupart des quartiers sont plongés dans le noir à cause des coupures intempestives de courant. Ce qui favorise la prolifération de bandes armées qui n'hésitent pas à tuer. Mais il y a aussi les crimes politiques. A la faveur de l'obscurité, les sbires du régime débarquent chez des opposants pour les éliminer. Dans la nuit du 15 octobre, un opposant proche du journal "Notre Temps" un hebdomadaire que les dirigeants veulent à tout prix faire taire, a failli perdre la vie: il avait reçu une balle dans la poitrine.

En réalité, qu'un certain nombre de villes soient plongées dans le noir, arrange d'une certaine manière le gouvernement pour accomplir ses basses besognes. Sinon où sont passées les centrales électriques reçues pour alimenter toute la ville?

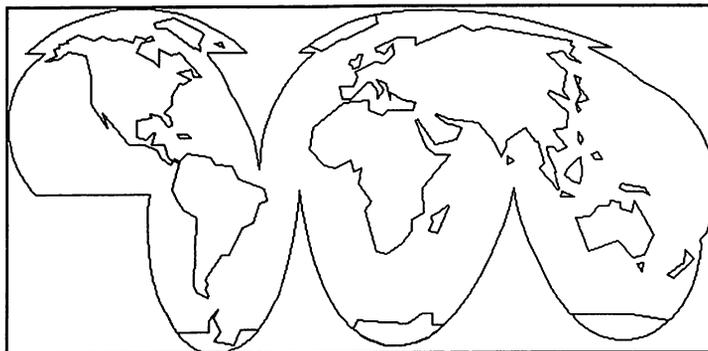
FRANCE**TOUJOURS PLUS DE SACRIFICES IMPOSES
AUX SALARIES ET AUTANT DE CADEAUX
SUPPLEMENTAIRES POUR LES EXPLOITEURS**

Le gouvernement de Chirac-Raffarin ne rate aucune occasion pour s'attaquer aux intérêts des salariés. En l'espace de quelques mois plusieurs mesures anti-ouvrières ont été prises : la réforme de la retraite dans la fonction publique sous forme d'augmentation du nombre de trimestres de cotisations-retraite, la baisse de remboursement de la sécurité sociale par le déremboursement de nombreux médicaments, l'augmentation du forfait hospitalier, etc. Les deux dernières mesures rétrogrades concernent l'allocation chômage longue durée (qui va être réduite à deux ans) et la suppression d'un jour férié pour soi-disant renflouer la caisse de solidarité destinée aux

personnes du troisième âge.

Mais en même temps que tous ces sacrifices sont imposés aux salariés, les patrons eux, continuent de bénéficier de nombreux cadeaux sous forme de subventions, d'allègements de charges, de diminution d'impôts, etc; cadeaux qu'ils empochaient déjà sous les précédents gouvernements de gauche comme de droite.

Ce que veut ce gouvernement c'est de diminuer globalement le niveau de vie de l'ensemble des salariés actifs et retraités afin d'augmenter le profit de la bourgeoisie. Mais à force de semer la colère il finira par récolter la tempête qu'il mérite.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.